

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE
SECURITE INCENDIE, MOYENS DE SECOURS ET BLOCS
AUTONOMES D'ECLAIRAGE DE SECURITE DE
L'OBSERVATOIRE DE PARIS (SITES DE PARIS ET
MEUDON)**

Date et heure limites de réception des offres :
22 avril 2025 à 12 :00

Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité de l'Observatoire de Paris
	Mode de passation	Procédure formalisée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an + 3x 1 an (reconductions)
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type de forme du contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	8
6.1 - Documents à produire	8
6.2 - Visites sur site	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	12
8 - Examen des candidatures et des offres.....	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	14
9 - Renseignements complémentaires	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité de l'Observatoire de Paris.

Ce marché comprend des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) pour le lot 1.

Ces prestations doivent obligatoirement être chiffrées dans la DPGF.

La décision de lever ou pas ces PSE interviendra au plus tard à la notification du marché.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Lot	Désignation
1	Maintenance des systèmes de sécurité incendie - Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS - Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex
2	Moyens de secours et blocs autonomes de sécurité - Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS - Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

50710000	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques de bâtiment
----------	---

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes/PSE

Ce marché comprend des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) pour le lot 1.

Ces prestations doivent obligatoirement être chiffrées dans la DPGF.

La décision de lever ou pas ces PSE interviendra au plus tard à la notification du marché.

2.4 - Développement durable

Le présent marché comporte des conditions d'exécution et un critère d'attribution à caractère environnemental.

Dans le cadre de ce marché, les prestataires s'engagent à limiter l'empreinte environnementale des systèmes de sécurité incendie (SSI). Les équipements doivent être si possible à faible consommation énergétique, recyclables et conformes aux normes environnementales. Les déchets issus des travaux seront triés et valorisés avec preuve de leur gestion. Les interventions doivent être optimisées pour réduire les déplacements, en privilégiant des véhicules à faible émission.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée ferme du marché est d'un an à compter de la notification du marché.

Le marché peut être reconduit 3 fois pour une période d'une année sans pouvoir dépasser 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots,
- L'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots ;
- Le bordereau des prix unitaires, pour chacun des lots ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire, pour chacun des lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1, pour chacun des lots ;
- Le cadre du mémoire technique, pour chacun des lots, **(le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée).**

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non

Libellés	Signature
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise (le candidat devra obligatoirement joindre toutes les certifications, autorisation et attestations de formation demandés et listés dans le CCTP	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature de l'entreprise
L'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots	Non
Le bordereau des prix unitaires (B.P.U) pour chacun des lots	Non
Le cadre de mémoire technique détaillant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché, pour chacun des lots, au regard des critères d'attribution cités ci-après (le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée).	Non
L'attestation de visite remise lors de la visite pour chacun des lots (remise lors de la visite obligatoire)	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant sous-traité, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, une visite sur sites et un repérage des installations est obligatoire. A ce titre, une attestation sera délivrée suite la visite et devra être obligatoirement jointe aux pièces du marché, faute de quoi la candidature sera jugée irrégulière.

Deux sessions par site sont fixées comme suit:

- Vendredi 4 avril 9h00 - Site de Paris
- Mardi 8 avril 9h00- Site de Paris
- Lundi 07 avril 9h30 - Site de Meudon
- Vendredi 11 avril 9h30 - Site de Meudon

Les rendez-vous devront être pris 72h avant, aux adresses suivantes : ambre.puiseux@obsmp.fr, fabrice.Vacossin@obsmp.fr et paul-Marien.Hourlier@obsmp.fr.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que ces visites sont obligatoires et que toute offre remise sans certificat de visite sera rejetée.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. Le pli ne sera pas accepté et l'offre sera éliminée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inacceptable ou inappropriée sera rejetée. Seule une offre irrégulière pourra être régularisée par le pouvoir adjudicateur. Toute offre demeurant irrégulière sera rejetée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cette modification n'entraîne pas de modification substantielle de l'offre.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<p>Marche public de maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité</p> <p>LOT 1 : SYSTEME DE SECURITE INCENDIE</p>	Pondération
<p>Critère n° 1 : Prix évalué au regard de la DPGF à 30% et du BPU à 25%</p>	55%
<p>Critère n° 2 : Technique Ce critère sera apprécié au vu des éléments apportés par le candidat dans la cadre du mémoire technique sur les éléments suivants (le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture rapide et Qualité des rapports d'intervention (10%) - Fourniture de la documentation demandée à l'article 20 du CCTP (5%) - Moyens matériels (Qualité du matériel, qualité des plateformes de communication) (10%) - Moyens humains (Qualification du personnel, fidélisation des techniciens, Qualité du service client, capacité à avoir un interlocuteur dédié) (10%) - Diversité du catalogue matériel et capacité d'adaptation sur la programmation SSI de différentes marques (5%) 	40%
<p>Critère n° 3 : Développement durable (moyen de déplacement, optimisation des déplacement démarche mise en place par l'entreprise, démarche RSE, consommation énergétique, recyclage et conformités aux normes environnementales, mis en place dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché)</p>	5%

<p>Marche public de maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité</p> <p>LOT 2 : MOYENS DE SECOURS</p>	Pondération
<p>Critère n° 1 : Prix évalué au regard de la DPGF et du BPU DPGF 30% BPU 35%</p>	65%
<p>Critère n° 2 : Technique Ce critère sera apprécié au vu des éléments apportés par le candidat dans le cadre du mémoire technique sur les éléments suivants (le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délai d'intervention en cas d'urgence (10%) - Moyens matériels (Qualité du matériel, qualité des plateformes de communication, approvisionnement en fourniture de réserve) (9%) - Moyens humains (Qualification du personnel, fidélisation des techniciens, Qualité du service client, capacité à avoir un interlocuteur dédié, planning maintenance, concordance des rapports) (9%) - Diversité des catalogues de fournitures matérielles (2%) 	30%
<p>Critère n° 3 : Développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations du marché (moyen de déplacement, démarche mise en place par l'entreprise, démarche RSE, consommation énergétique, recyclage et conformité aux normes environnementales, valorisation des déchets mis en place dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché).</p>	5%

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

